

Europe

REGARDS CROISÉS SUR LES RELATIONS FRANCO-ALLEMANDES

Chloé Morin

23/01/2020

À l'occasion du 57^e anniversaire du Traité de l'Élysée et du premier anniversaire du Traité d'Aix-la-Chapelle, la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich Ebert ont voulu faire un état des lieux sur la réalité de la relation franco-allemande aujourd'hui en interrogeant les opinions des deux pays. Que signifie cette relation ? Est-elle solide ? Que faudrait-il pour la relancer ou la rendre plus concrète ? Chloé Morin, experte associée à la Fondation Jean-Jaurès, décrypte les résultats de cette étude.

Une amitié solide, qui puise dans notre histoire commune et résiste à la politisation recherchée notamment par les forces populistes

L'enquête menée pour la Fondation Jean-Jaurès et la Fondation Friedrich-Ebert montre que même si l'immense majorité des Français (77%) ont une « bonne image » de l'Allemagne, le regard allemand sur l'Hexagone s'avère plus bienveillant, puisque 86% des habitants outre-Rhin interrogés affirment en avoir une image positive. De plus, chez les Français, on enregistre cette année une dégradation légère mais significative de l'image du pays d'Angela Merkel (-7 points par rapport à décembre 2018 et -5 points par rapport à janvier 2012, date de la première vague de cette enquête de regards croisés). Surtout, alors que près d'un Français sur cinq avait une « très bonne image » de l'Allemagne en 2012 et 2013, ils ne sont plus que 8%

aujourd'hui. [/sites/default/files/redac/commun/productions/2020/2301/regards_croises.pdf](https://sites/default/files/redac/commun/productions/2020/2301/regards_croises.pdf)

En revanche, après avoir connu une nette dégradation en 2014 (63%) par rapport à 2012 (-24 points en deux ans), les Allemands retrouvent un niveau de bienveillance à l'égard de la France comparable à celui de 2012. Une amélioration que l'on peut sans doute mettre en relation avec l'euphorisme affiché et volontaire du président de la République actuel, ainsi qu'avec son réformisme économique, que de nombreux Allemands attendaient de son prédécesseur, même si les récents propos de celui-ci – sur l'OTAN, par exemple – n'ont pas vraiment été appréciés par la chancelière

allemande.

Les perceptions que nous avons de l'Allemagne n'échappent pas à un degré de politisation, et les sympathisants des partis politiques les plus ouvertement antieuropéens affichent un engouement moins marqué que la moyenne pour le pays de Goethe : 69% des électeurs du Rassemblement national déclarent avoir une bonne image de l'Allemagne, pour 73% des électeurs de Jean-Luc Mélenchon et 70% de ceux de Benoît Hamon. Cependant, on aurait pu s'attendre à des opinions nettement plus négatives, compte tenu de la dureté des propos parfois tenus par Marine Le Pen ou Jean-Luc Mélenchon à l'égard de la politique menée par Angela Merkel – comme si, après tout, les citoyens faisaient bien la différence entre le pays et le gouvernement qui en oriente la politique. Côté allemand, c'est chez les électeurs de l'AfD que l'on mesure la sympathie la moins forte pour la France – 75% –, même s'il reste là encore à des niveaux rassurants pour la relation franco-allemande.

Il est également intéressant de noter que, même parmi les électeurs de Jean-Luc Mélenchon ou de Marine Le Pen, et malgré les discours offensifs de ces derniers – notamment à l'encontre d'Angela Merkel –, l'idée que le partenariat franco-allemand est nécessaire à l'avenir de l'Europe et de l'euro est bien ancrée, avec respectivement 81 et 74%.

Un malaise français – crise de confiance en son avenir, déclinisme – qui déteint sur notre perception du rapport de force entre les deux pays, et donc sur notre vision de l'Allemagne

De part et d'autre du Rhin, les relations entre l'Allemagne et la France sont perçues comme nécessaires pour l'avenir de l'Union européenne et de la zone euro : l'idée du « moteur » franco-allemand est aussi bien ancrée dans l'opinion française (85%) qu'allemande (92%), même si l'on note que cette idée était plus forte en France en décembre 2012 (93%) qu'elle ne l'est aujourd'hui. De plus, si globalement les Français trouvent cette relation satisfaisante (70%), ce jugement est nettement plus répandu côté allemand (83%). De même, l'idée que ces relations sont « équilibrées (c'est-à-dire que les deux pays négocient ensemble d'égal à égal) » est moins présente en France (61%) qu'en Allemagne (86%). On trouve ici le reflet du sentiment très français, enraciné de longue date, que le pays est en déclin, économique comme politique, alors que l'Allemagne semble connaître un dynamisme économique sans égal en Europe.

Parallèlement à ce complexe d'infériorité que ressentent une partie des Français, la proportion qui souhaite que « la France considère que l'Allemagne est son partenaire privilégié » est en nette

baisse par rapport à l'année précédente (-9 points, à 35%) ou à janvier 2012 (-10 points). Le pourcentage de Français qui aspirent à davantage de considération est, logiquement, en hausse : 32% (+20 points en un an) souhaitent que l'Allemagne traite la France comme un partenaire privilégié.

Une majorité relative de Français voudrait que la France traite l'Allemagne à égalité avec tous ses autres partenaires européens (45%, chiffre relativement stable depuis 2010) et 59% d'Allemands (-18 points par rapport à décembre 2018) aimeraient que leur pays traite la France à égalité avec tous ses autres partenaires européens.

Notons que le souhait que la France traite l'Allemagne en partenaire privilégié est particulièrement marqué chez les plus de 65 ans (47%), les catégories supérieures (45%) et les dirigeants d'entreprise (46%). Politiquement, c'est chez LREM, mais aussi EELV et LR que l'on trouve l'aspiration la plus forte à un partenariat privilégié.

Des représentations collectives très différentes de part et d'autre du Rhin : une puissance économique face à une puissance historique et culturelle

Conformément à ces résultats, l'ampleur des sentiments positifs exprimés par les Français à l'égard de l'Allemagne est moindre que dans le sens inverse : 68% d'un côté, 79% de l'autre. Alors que domine « le respect » côté français (30%), le sentiment qui prime nettement outre-Rhin est « la sympathie ». Relevons que 14% des Français expriment de la « méfiance » à l'égard du partenaire allemand – une proportion qui reste relativement constante depuis 2012, mais qui s'exprime particulièrement dans le monde rural (17%), chez les sympathisants RN et Debout la France (un sur cinq). Côté allemand, après une flambée d'incompréhension en 2014 (21%), les sentiments négatifs restent relativement marginaux : on comptabilise 2% de « méfiance », 2% d'« agacement », 7% d'« incompréhension » et 6% de « crainte ».

Notre étude fait état de l'ampleur des différences entre les représentations allemandes sur la France et la manière dont notre voisin occupe notre imaginaire collectif. De notre côté, les mots et adjectifs que nous associons spontanément le plus aisément à l'Allemagne sont « la puissance économique en Europe » (86%), « le travail » (85%), « la puissance politique en Europe » (85%), « la stabilité politique » (82%) et « la richesse » (75%). Clairement, nous lions l'idée du leadership politique au dynamisme économique. Ce n'est guère étonnant dans la mesure où, depuis de nombreuses années, experts et politiques sont nombreux à avoir décrit l'Allemagne comme un

exemple à suivre, en termes de rigueur dans la gestion des deniers publics, de développement du tissu de PME ou encore de capacité et de temps de travail.

En revanche, « seulement » 61% des Français associent l'Allemagne à la notion de solidarité, ce qui n'est pas surprenant non plus. De nombreuses études ont en effet montré que nous étions nombreux à estimer que notre modèle social et de redistribution était « envié » par nos voisins, voire unique en Europe. D'ailleurs, côté allemand, 79% associent notre pays à l'idée de solidarité, ce qui prouve que cette caractéristique de notre modèle social est bien perçue outre-Rhin.

Mais le premier terme qui revient dans les esprits allemands lorsqu'il s'agit de la France est celui de « patrimoine culturel et historique ». Au risque de la réduire à la caricature du « musée » ou du simple lieu touristique ? Heureusement, nous ne brillons pas aux yeux de nos voisins simplement par notre histoire et notre culture : 90% citent « la qualité de vie », 89% la convivialité, 84% la modernité – l'image d'un président jeune n'y est sans doute pas étrangère – et 81% la puissance politique en Europe. Résultat flatteur et qui étonnera sans doute une opinion française prompt à déplorer une perte d'influence et à redouter un lent déclin économique et politique.

Cependant, alors que 40% des Français jugent l'Allemagne « arrogante », une nette majorité des Allemands nous renvoie cette accusation (54%). De même, bien qu'ils reconnaissent que nous avons un modèle solidaire, 61% associent notre pays aux inégalités, alors que nous ne sommes que 52% à considérer que l'Allemagne est inégalitaire. En France, ce sont avant tout les électeurs de Jean-Luc Mélenchon et de Benoît Hamon (59% et 78%) qui associent l'Allemagne aux inégalités. Et c'est du côté des électeurs du RN (50%), de DLF (46%) et de LFI (46%) que l'on trouve le plus le reproche d'une Allemagne « arrogante ».

Un « effet Erasmus » sur la perception de l'Allemagne ?

Alors que moins d'un tiers des Français (31%) estiment « connaître bien » l'Allemagne, près d'un Allemand sur deux considère qu'il connaît bien notre pays (47%). De manière étonnante, alors qu'Erasmus et l'essor du *low cost* – et des week-ends à Berlin ou ailleurs – auraient pu améliorer le sentiment de connaissance de l'Allemagne au moins chez les jeunes, nous n'observons pas de différence générationnelle significative. Cependant, lorsqu'on observe spécifiquement les jeunes « en cours d'études » aujourd'hui, 55% estiment avoir une bonne connaissance de l'Allemagne – soit 24 points de plus que le pourcentage des personnes non diplômées.

Des événements récents qui jouent sur les perceptions

Qu'est-ce qui, dans les grands événements récents, a pu jouer sur l'image que nous avons de l'Allemagne, et inversement ? Outre-Rhin, c'est la manière dont nous avons géré le Brexit qui semble avoir eu le plus d'influence (72%), avec l'élection de la nouvelle Commission européenne en novembre 2019 (71%). En France, c'est l'élection de la nouvelle Commission (65%), puis la gestion de la crise de l'euro (54%) et du Brexit (53%). Des deux côtés, la montée en puissance des mouvements nationalistes ne semble avoir eu d'influence qu'à la marge – mais celle du populisme en France semble avoir davantage d'impact aux yeux des Allemands que le même phénomène en Allemagne pour les Français.

Lorsqu'on demande aux personnes interrogées de porter un regard rétrospectif sur l'évolution des relations franco-allemandes ces dix dernières années, il apparaît que la proportion considérant qu'elles se sont dégradées est relativement marginale en Allemagne (16%), et plus importante bien que minoritaire en France (29%). Les Allemands sont de même nettement plus enclins à juger que les relations se sont améliorées (43%, contre 26% des Français). En France, c'est chez les plus de 65 ans (qui peuvent avoir comme référence un âge d'or plus ou moins fantasmé), les catégories supérieures, les sympathisants de droite et plus encore du Rassemblement national – adeptes de la thèse du déclinisme français et nostalgiques d'un âge d'or de la puissance de notre pays – que l'on trouve les personnes les plus enclines à exprimer le sentiment que les relations franco-allemandes se sont ternies ces dernières années. À l'inverse, c'est chez les plus jeunes et les sympathisants de gauche que le sentiment que les relations se sont améliorées est le plus répandu.

Défi climatique et migratoire : des opportunités pour cimenter l'amitié et relancer le moteur franco-allemand ?

Pour redonner une dynamique aux relations franco-allemandes, les Français parient avant tout sur le fait d'« avoir des politiques et des projets communs entre les deux capitales, Paris et Berlin » (52%), de « faciliter l'investissement des entreprises françaises en Allemagne et des entreprises allemandes en France » (47%), puis d'« avoir des projets de coopération transfrontalière » (42%).

Les Allemands, quant à eux, misent plutôt sur les projets de coopération transfrontalière (58%), puis sur des politiques et des projets communs entre les deux capitales, mais de manière beaucoup moins marquée que ne le font les Français (40% contre 52%). Le fait de faciliter l'arrivée de salariés français en Allemagne et inversement paraît moins prometteur, tant aux Allemands qu'aux Français (28% et 23%), et la tenue d'événements annuels avec les deux chefs d'État tient un

rôle marginal aux yeux des citoyens des deux pays (11%).

S'agissant des thématiques et des défis qui, pour les Français et les Allemands, sont susceptibles d'offrir des occasions de coopération prioritaires, deux domaines semblent s'imposer dans cette enquête : l'urgence climatique et la gestion des flux migratoires. Deux autres sujets paraissent importants : côté français, l'affermissement de la protection des secteurs économiques stratégiques européens ; côté allemand, le renforcement de l'innovation et de la recherche dans le secteur des industries d'avenir.

Aux yeux des Français, c'est l'urgence climatique qui arrive largement en tête (60% de citations au total), alors qu'elle est en deuxième position outre-Rhin (52%). Les Allemands donnent la priorité à la gestion des flux migratoires (54%), item que les Français placent en troisième position de leur classement (à 51%).

En deuxième position côté français (avec 55%), mais seulement en cinquième position côté allemand – soit à 44%, sans doute parce que la perception qu'ils ont du dynamisme économique et commercial comparé des deux pays les amène à penser que la complémentarité n'est pas évidente en la matière –, on trouve le renforcement de la protection des secteurs économiques et stratégiques européens. Les citoyens des deux pays convergent par ailleurs, pour la moitié d'entre eux (49% en France et 50% en Allemagne), sur la nécessité de renforcer la coopération en matière d'innovation et de recherche dans le secteur des industries d'avenir.

Enfin, les interventions de maintien de la paix (bien que représentant un intérêt pour 47% des Allemands tout de même, sans doute en lien avec la réelle capacité de projection militaire française, tranchant avec la culture pacifique de l'Allemagne), le contrôle des exportations d'armes ou les coopérations en matière de transition numérique apparaissent intéressantes mais secondaires aux yeux des personnes interrogées.

Cimenter l'amitié et rééquilibrer les perceptions en renforçant les coopérations en matière climatique et migratoire

Nous avons vu que le souhait chez les Français de faire de l'Allemagne un partenaire privilégié était en baisse, sans doute en lien avec le complexe d'infériorité intériorisé par une partie des Français, mais aussi avec l'absence de démonstrations concrètes et quotidiennes de l'utilité d'un tel partenariat. Dès lors, notre enquête permet d'esquisser des pistes utiles pour cimenter l'amitié franco-allemande et rééquilibrer les perceptions concernant le rapport de force entre les deux pays pour les années à venir.

L'appétit manifeste pour des projets de coopération transfrontalière ou menés en coopération entre les deux capitales pourrait trouver dans les défis climatique et migratoire des terrains d'expression satisfaisant les attentes citoyennes, et susceptibles de consolider une amitié franco-allemande dont nous voyons bien qu'elle reste très forte.

Paris et Berlin font face, par exemple, à des problématiques semblables et peuvent apprendre l'une de l'autre en matière d'intégration des réfugiés et de gestion des problématiques d'urgence liées aux migrations (par exemple, concernant la gestion des mineurs isolés, l'éducation d'urgence...). Les deux capitales se sont pleinement saisies de la problématique du défi climatique et pourraient accroître les coopérations et les échanges de bonnes pratiques déjà développées dans le Cities Climate Leadership Group (C40), que ce soit en matière de transport, d'urbanisme, d'artificialisation des sols, de gestion des espaces verts ou de traitement des déchets et de réduction du gaspillage.

Il ne s'agit là que de quelques pistes à explorer, dont on gagnerait à discuter et qu'il s'agirait de consolider. Nous espérons que les élus de tous bords, locaux comme nationaux, sauront s'en saisir. Surtout, nous croyons fermement que de tels projets de coopération pourraient contribuer à restaurer, chez des Français ayant pour une part d'entre eux intériorisé un sentiment d'infériorité vis-à-vis du partenaire allemand, le sentiment d'être des « partenaires à égalité » et la fierté de voir leur propre pays – que beaucoup jugent en perte d'influence et en déclin – redevenir un vrai moteur de la construction de l'avenir, non seulement pour l'Europe, mais pour l'humanité entière.

Le terrain des coopérations économiques, ici en matière de protection commerciale et outre-Rhin en matière d'innovation, est également prometteur. Et ce, d'autant plus que ce sont souvent sur les questions budgétaires, commerciales ou de politiques économiques et sociales qu'interviennent le plus souvent les malentendus et divergences d'opinion entre Français et Allemands. Des coopérations concrètes pourraient sans doute permettre de dépasser, au moins en partie, les divergences politiques et idéologiques qui ont souvent – sur l'euro, les questions budgétaires ou commerciales – entretenu des débats, voire des incompréhensions entre les deux pays depuis plusieurs années.